

Interview

«La médecine interne générale tire à la même corde»

Philippe Pfister

Trois associations, une revue: avec le nouveau journal de médecine interne générale, la SSMIG, mfe et le CMPR affichent leur unité — à l'heure où la pression tarifaire, la pénurie de personnel qualifié et la numérisation mettent les soins de premier recours à l'épreuve. Dans cet entretien, les responsables évoquent leurs objectifs, les principaux défis à relever et la place que conserve le papier, malgré l'IA et les réseaux sociaux.

Ces derniers mois, vous avez clarifié ensemble de nombreuses questions et points ouverts, pour arriver à la conclusion que ce nouveau journal de médecine interne générale représente une réelle plus-value pour vos membres. Quels objectifs poursuivez-vous ?

Monika Reber : Le nouveau journal réunit ce qui, en médecine interne générale, va de pair: le savoir spécialisé, la formation postgraduée et la politique professionnelle. Nos membres reçoivent non seulement une publication de qualité, mais aussi un aperçu du travail de leurs sociétés de discipline et associations professionnelles. Le journal ouvre un espace aux débats, aux préoccupations issues du cabinet comme de l'hôpital, ainsi qu'aux échanges au sein de la communauté. Il renforce ainsi tant le développement professionnel que la construction commune de notre métier.

Myriam Oberle : Notre revue doit transmettre des contenus scientifiques, mais aussi rapprocher nos membres des thèmes de politique professionnelle. Les champs d'activité de la SSMIG doivent gagner en visibilité et donner au lectorat une image de qui nous sommes et de ce que nous faisons — et aussi de ce dont nos membres peuvent bénéficier.

Christoph Knoblauch : Et nous attendons de cette revue imprimée commune qu'elle crée de l'identité et qu'elle transmette des valeurs et des objectifs partagés.

François Héritier : Pour le CMPR, même si nous n'avons pas de membres directs, il est important de garder un lien avec nos institutions partenaires pour diffuser nos informations, notamment pour les bourses, fonds, prix et cours que nous dispensons. Notre but est vraiment d'informer le plus largement possible, afin de faire

connaître et diffuser nos propositions de formation et de soutien à la recherche en médecine de premier recours. Dans l'idée aussi de favoriser une relève indispensable en médecine de famille et de l'enfance.

Pourquoi une revue imprimée reste-t-elle importante à vos yeux ?

M. O. : D'une part, notre enquête a montré que nos membres souhaitent toujours une version imprimée. D'autre part, une publication papier me tient personnellement à cœur: pas de login, pas de téléchargement, je peux lire les articles où que je sois — dans le train, au travail ou même à la piscine. Mais bien entendu, tous les contenus sont également disponibles en ligne.

C. K. : Tandis que les médias électroniques et sociaux véhiculent l'actualité, une revue imprimée propose des articles de fond qui éclairent les liens entre les choses. Et parce qu'une revue est perçue comme plus durable, elle se prête mieux à la transmission de stratégies.

Sébastien Jotterand : La médecine interne générale est plurielle: elle englobe la médecine clinique, la formation postgraduée, la gestion du cabinet, la politique de la santé et le développement des soins. Une publication commune rend cette diversité visible, offre des repères et renforce les échanges entre le cabinet, l'hôpital et la relève. Autre atout: le format imprimé constitue un contrepoint au flot quotidien d'informations numériques — concentré, sélectionné et pertinent.

F. H. : Même à l'ère des réseaux sociaux et du tout électronique, nos membres apprécient encore majoritairement le format papier. C'est comme si tenir un article dans les mains nous reliait plus intimement et favorisait la digestion de l'information.



De gauche à droite
et de haut en bas :

Dre Monika Reber

est médecin de famille à Langnau i. E.
et coprésidente de mfe.

Dre Myriam Oberle

est propriétaire du cabinet Jenaz, à
Jenaz (GR), et coprésidente de la SSMIG.

Le coprésident de la SSMIG

Dr Christoph Knoblauch
est médecin-chef de la clinique de
médecine interne générale de l'Hôpital
de Nidwald, membre de la direction de
l'hôpital et coprésident de la SSMIG.

Dr François Héritier

est spécialiste en médecine interne
générale au centre de santé Mediqo,
à Delémont, et président du Conseil
de fondation du CMPR.

Dr Sébastien Jotterand

est directeur médical du Centre médical
d'Aubonne de l'Ensemble hospitalier
de la Côte (EHC) et coprésident de mfe.

Quelle importance revêt le signal — adressé avant tout à vos membres, mais aussi aux autres acteurs du système — que constitue le lancement d’une nouvelle revue portée conjointement par trois associations ?

M. O. : C’est une déclaration importante des médecins de premier recours. La centralisation et la spécialisation de la médecine, les tarifs redéfinis dans le TARDOC et les mesures d’économies de la Confédération mettent fortement sous pression les soins de premier recours. Cette présence commune sous la forme d’une revue souligne et consolide notre cohésion, également ancrée dans la nouvelle convention conclue entre la SSMIG et mfe. Nous exploitons les synergies, montrons notre unité et augmentons notre portée — tout le monde y gagne.

S. J. : Oui, c’est un signal fort. Une prise en charge de qualité exige l’excellence professionnelle, de bonnes conditions-cadres et une voix commune. Que la SSMIG, mfe et le CMPR assument ensemble la responsabilité de ce journal le montre bien : la médecine interne générale fait front commun — au bénéfice de ses membres comme des patientes et des patients. mfe et le CMPR représentent également les pédiatres, et le journal contribuera à rendre visible leur rôle dans le système de santé suisse.

F. H. : Ensemble, nous le sommes depuis des années. Au-delà de nos contrats de collaboration, nous poursuivons les mêmes buts en faveur de la relève en médecine de premier recours. Un journal « One voice » était une évidence !

Les soins de premier recours resteront à l’avenir le pilier porteur de la prise en charge médicale.

Christoph Knoblauch

Quels sont, selon vous, les thèmes centraux et les défis majeurs sur lesquels vous souhaitez tenir vos membres informés ?

C. K. : La liste des défis est longue. J’en citerai trois. Premièrement : l’économicisation du système de santé ne doit pas se réduire à une vision en tunnel focalisée sur les coûts, car cela conduit automatiquement à des microrégulations et à une administration de la justification. Deuxièmement : la pénurie de personnel qualifié a fait émerger la volonté politique d’augmenter les places de formation — avant tout les places d’études. Il s’agit maintenant de se battre pour financer les postes de formation postgraduée, faute de quoi un goulet d’étranglement menace dans ce domaine. Et troisièmement : les soins de premier recours resteront à l’avenir le pilier porteur de la prise en charge médicale. Pour maintenir la qualité à un haut niveau, les tarifs doivent être adaptés — et il faut davantage d’investissements dans l’innovation.

M. R. : Nous voulons offrir des repères dans une période de mutations rapides. Cela comprend les développements de politique de la santé, les questions tarifaires, la promotion de la relève, la numérisation et l’avenir des soins de premier recours. Notre ambition est de mettre en perspective les informations pertinentes, d’en éclairer les arrière-plans et d’offrir à nos membres une plateforme leur permettant de participer.

F. H. : Le CMPR va continuer ses activités en faveur de la formation et de la recherche en médecine de premier recours. Un autre thème, trop négligé par notre système de santé, la prévention, fait aussi partie de nos missions. Nous voulons lui donner plus d’importance et publier des articles réguliers sur des sujets de prévention dans les soins de base.

L’IA bouleverse actuellement en profondeur le quotidien professionnel dans de nombreux secteurs. Où résident les plus grandes opportunités pour l’hôpital et le cabinet — et où sont les principaux pièges ?

M. O. : Il s’agit d’implémenter l’IA dans notre quotidien de manière utile, sûre et propre à améliorer l’efficacité. Les programmes qui simplifient nos tâches administratives tout en garantissant une sécurité élevée des données constituent un bénéfice réel. L’IA est aussi une plateforme de savoir, mais elle exige une bonne formation : son maniement s’apprend et s’exerce. À ce sujet, la SSMIG mène un projet e-health qui reprend ces questions et communiquera aux membres, via notre nouveau journal, les thèmes et les informations qui s’y rapportent.

S. J. : La plus grande opportunité consiste à décharger les médecins des tâches administratives et à les soutenir dans le traitement de l’information et le disease management. Le plus grand danger serait de générer de nouveaux flots d’informations au lieu de réduire la bureaucratie. La médecine de famille et de l’enfance restera dans son essence une médecine de la relation — l’IA n’y changera rien. L’essentiel sera que la technologie améliore la prise en charge sans créer de complexité supplémentaire.

F. H. : Une IA si possible locale, avec une protection des données garantie et peu gourmande en énergie, peut nous assister dans nos consultations et nous alléger de notre charge administrative. Elle ne devrait jamais remplacer une personne humaine dans l’intimité du lien. Ou alors, je crains une dérive de notre société. ■